



LE GÉNOCIDE FINAL DE LA LIBERTÉ AU CANADA

Par

***INJECTIONS OBLIGATOIRES DE THÉRAPIE GÉNIQUE
PAR ARNm***

Et

GÉNOME URBAIN

***VOUS NE POSSÉDEREZ PLUS RIEN mais vous serez
heureux !***

The Canadian Peoples Union NFP INC.

Le 13 août 2021

Aucune cause ne justifie la vaccination obligatoire du SRAS-CoV-2 qui est une malversation criminelle à l'encontre des Canadiens.

Compte tenu des activités frauduleuses à tous les paliers des gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux du Canada depuis 1931, 1960, 1982, qui se sont livrés à une malversation criminelle à l'égard de la Loi canadienne de 1982 (R.-U.) et de la Loi constitutionnelle de 1867-1982, et jusqu'à maintenant, en 2020-2021, avec la violation de tous nos droits combinés par la mise en œuvre de la fausse urgence en matière de soins de santé SRAS-Cov-2, COVID-19 depuis mars 2020. Il est grand temps que les Canadiens et les nations autochtones nettoient ensemble notre système de gouvernance avant que d'autres dommages ne soient causés.

Le gouvernement canadien et la santé publique, y compris d'autres gouvernements comme ceux du Royaume-Uni et de l'Organisation mondiale de la santé, tous de connivence ont lancé un COUP D'ÉTAT diabolique à l'échelle mondiale afin de contrôler et de détruire nos vies et nos pays dans le but d'effectuer de la collecte d'ADN et de données afin de contrôler complètement la population mondiale en appliquant la recherche des contacts et les passeports vaccinaux sans notre consentement éclairé.

Les gouvernements fédéral et provinciaux canadiens ont abusé de leur pouvoir en supprimant et en instaurant des lois rendant leurs actions légales pour mettre en œuvre leurs plans d'activation de fausses mesures d'urgence avant avril 2020. La collusion d'une fausse urgence sanitaire n'assure pas "la paix, l'ordre et le bon gouvernement" (POGG) a commencé avec la destruction intentionnelle de notre loi sur la non-discrimination génétique et le fait qu'il n'y avait "aucune juste cause" pour la déclaration d'une pandémie, exposée dans les deux lettres de "Mise en Demeure Ouverte" adressées à David Lametti demandant une enquête sur la malversation criminelle.

Ce que nos gouvernements, à tous les paliers, ont fait est une trahison envers les Canadiens et les peuples autochtones du Canada. Lorsque toutes les provinces demandent des mesures d'urgence, cela devient une préoccupation nationale, en particulier lorsque les déplacements interprovinciaux sont entravés et que les non-dérogations internationales des droits de l'homme sont violées, y compris les droits de notre charte nationale. Le gouvernement canadien n'a jamais déclaré d'urgence nationale. Il a plutôt laissé les provinces s'en charger. S'il l'avait fait, le gouvernement aurait été dans l'obligation de faire rapport à l'ONU pour s'assurer qu'il ne dérogeait pas aux droits de l'homme internationaux, que le Canada a signé volontairement, car il n'a pas respecté le protocole de non-dérogation des droits de l'homme.

Fausse pandémie prouvée lancée en mars 2020- 2021, en cours :

1. Isolement canadien du coronavirus SRAS-CoV-2 avant le 12 mars 2020
2. Participation du Royaume-Uni et du Canada à l'isolement du coronavirus SRAS-CoV-2 au Canada - mars 2020.
3. Le Royaume-Uni, le Canada et d'autres pays retirent le SRAS-CoV-2 de la liste des maladies infectieuses à haut risque (HCID) mars 2020 : l'isolement prouve qu'il ne se qualifie pas pour la HCID. <https://www.gov.uk/guidance/high-consequence-infectious-diseases-hcid?fbclid=IwAR1GOpqEiFJZglvHbqMZkHdIFw67qeWV833MztE7jzd2bENPOhvbNMxys-E#status-of-covid-19>
4. Les pays et l'Organisation mondiale de la santé, alimentés par GAVI, décident de mettre en œuvre des mesures d'urgence pour le COVID-19 de toute façon. (Pourquoi gaspiller une opportunité - tous les rhumes, grippes et allergies saisonniers peuvent être qualifiés de covid -19 en initiant une fausse lecture de la collecte d'ADN par RT-PCR sans consentement éclairé et sans protection de la confidentialité des résultats) Voir les documents du Royaume-Uni.
5. Fin mars 2020, les mesures d'urgence provinciales ont été mises en œuvre sous prétexte de ne pas avoir à déclarer une urgence nationale. En vertu de la Loi sur l'urgence nationale, l'urgence devait être justifiée. Cela a créé aux provinces l'opportunité de mettre en œuvre des mesures d'urgence qui n'avaient pas besoin d'être prouvées immédiatement.
6. L'invocation des mesures d'urgence provinciales a également permis à la santé publique provinciale d'exercer un contrôle total sur une fausse propagande pandémique fondée sur la peur, car aucune preuve n'était immédiatement nécessaire. Cela a provoqué beaucoup de confusion et de chaos, et surtout des décès injustifiés par négligence sans le droit d'exiger des autopsies pendant les confinements.
7. La recommandation de l'OMS pour les cycles de CT du test RT-PCR de prélèvement d'ADN est de 40 - (prélèvement d'ADN).
8. Les cycles de CT recueillis dans tout le Canada indiquent une variation de 35 à 45. (Témoignage de la Cour).
9. Il a été prouvé que les tests de collecte d'ADN par RT-PCR au-delà de 25 cycles de CT ne peuvent pas détecter une infection virale. (Témoignage de la Cour).

10. Les bio banques américaines vendent à partir de mars 2020, des échantillons négatifs et positifs d'ADN du SRAS-CoV-2 par RT-PCR pour 200 \$ pour la collecte d'un brin court. D'autres vendent une séquence du génome humain entier pour 20 000 \$.
11. La collection des dizaines de milliers de tests RT-PCR dans des hôpitaux au Québec et sont conservés dans une bio banque sans le consentement ou la connaissance des citoyens.
12. L'Introduction de passeports vaccinaux obligatoires et d'injections obligatoires déclarées par le gouvernement fédéral pour tous les employés et les employés des sociétés enregistrées, etc. Aucune exception au Canada. Pas de vaccin, pas d'emploi ! La plupart des syndicats soutiennent les vaccinations obligatoires, y compris les leaders de l'opposition.
13. Le 13 août 2021, rétractation de la non-exception pour honorer les droits de l'homme pour ceux qui refusent. Cela relève de la punition inhabituelle et cruelle.
14. Canadian Union a lancé une campagne élargie de fax et de courriels pour mettre en garde contre les violations des droits de l'homme par tous et à déclarer que les entreprises pourraient faire l'objet de poursuites probables de la part des employés et des clients, le 13 août 2021.
15. Le 17 août, Syndicats et Gouvernement rétractent "pas d'exception" et proposent des aménagements en matière des droits de l'homme.
16. Les provinces se regroupent afin de déjouer les citoyens canadiens, en rendant les passeports vaccinaux obligatoires en Colombie-Britannique ET au Québec; les citoyens ne pourront plus travailler s'ils ne sont pas vaccinés.
17. L'injection aux Canadiens et aux nations autochtones d'une thérapie génique à base d'ARNm messenger pour modifier le génome, l'ADN et l'ARN afin de répliquer la protéine Spike dans le corps humain et de nous transformer en machines à fabriquer des protéines Spike, ce qui pourrait modifier notre génome pour toujours, car personne ne sait vraiment ce que cachent les sociétés pharmaceutiques pour protéger leurs brevets.

Génome humain injecté avec de l'ARN messenger et d'un génome de virus étranger, transformant les citoyens canadiens en ARNm SRAS -COV-2 Protéine Spike Virale, Machines à fabriquer des maladies.

C'est CRIMINEL au CANADA.

Les injections d'ARNm doivent être immédiatement arrêtées car il n'y a aucune raison viable de soumettre les Canadiens à des essais obligatoires d'injections d'ARNm dans le cadre d'une utilisation d'urgence ou de tout autre vaccin contre le SRAS-VoV-2, COVID-19. La modification de notre génome, qui contient notre brin d'ADN/ARN, est illégale au Canada, ce que les gouvernements tentent de supprimer pour injecter en masse la population, peu importe le danger que cela peut représenter pour beaucoup d'entre-nous. Ils cachent la preuve des dommages causés à nos enfants et à la population.

Le fait de rendre ces injections obligatoires et de les soutenir en toute connaissance de cause constitue une malversation criminelle et une trahison envers tous les Canadiens et les peuples autochtones de la part de nos gouvernements, des médias, des universités, des écoles, de la santé publique, des sociétés privées, des syndicats et des entreprises.

Il existe suffisamment de preuves pour démontrer que les Canadiens sont déjà immunisés contre le coronavirus SRAS-CoV-2 dès le début, car il s'agit d'une variante plus légère du SRAS-CoV-1 qui n'était pas qualifiable pour provoquer une pandémie mortelle.

L'essentiel est que les personnes impliquées dans la prise de décision en matière de santé publique et les gouvernements savaient depuis le début que le virus n'était pas NOUVEAU et qu'il ne s'agissait que d'une variante légère du SRAS-CoV-1. Il n'était pas nécessaire de déclarer une pandémie, de prendre des mesures d'urgence, de procéder à des confinements pour pouvoir nous amener au bord de problèmes de santé mentale personnelle et de la destruction économique.

Ce qui s'est passé au Canada et dans le monde entier est sans précédent et constitue, à toutes fins utiles, une malversation criminelle. Des accusations criminelles contre tous ceux qui y ont participé doivent être portées, comme lorsque les gouvernements et la santé publique utilisent les peuples comme sujets de tests contre leur volonté et sans leur consentement éclairé. Il s'agit d'un homicide involontaire prémédité et d'un meurtre par le biais de la guerre biologique et du terrorisme national et international induit par les médias, ainsi que de la misère dans chacun de nos pays.

Selon les documents britanniques, plus de personnes vaccinées sont mortes à cause des injections que les personnes non vaccinées à cause du virus lui-même.

Variant	Age group (years)**	Total	Cases with specimen date in past 28 days	Unlinked	<21 days post dose 1	≥21 days post dose 1	Received 2 doses	Unvaccinated
Delta cases	<50	265,749	84,772	28,330	23,822	40,449	25,536	147,612
	≥50	33,736	13,803	2,989	195	5,640	21,472	3,440
	All cases	300,010	98,722	31,841	24,018	46,089	47,008	151,054
Cases with an emergency care visit§ (exclusion‡)	<50	8,449	N/A	70	756	1,127	694	5,802
	≥50	1,940	N/A	10	15	326	1,098	491
	All cases	10,391	N/A	82	771	1,453	1,792	6,293
Cases with an emergency care visit§ (inclusion#)	<50	10,975	N/A	119	953	1,368	864	7,671
	≥50	3,342	N/A	24	30	486	1,815	987
	All cases	14,319	N/A	145	983	1,854	2,679	8,658
Cases where presentation to emergency care resulted in overnight inpatient admission§ ((exclusion‡)	<50	1,970	N/A	35	136	203	153	1,443
	≥50	1,059	N/A	7	12	125	620	295
	All cases	3,030	N/A	43	148	328	773	1,738
Cases where presentation to emergency care resulted in overnight inpatient admission§ (inclusion#)	<50	3,084	N/A	61	211	298	224	2,290
	≥50	2,074	N/A	20	23	230	1,131	670
	All cases	5,159	N/A	82	234	528	1,355	2,960
Deaths within 28 days of positive specimen date	<50	71	N/A	2	4	4	13	48
	≥50	670	N/A	5	6	65	389	205

18

SARS-CoV-2 variants of concern and variants under investigation

Variant	Age group (years)**	Total	Cases with specimen date in past 28 days	Unlinked	<21 days post dose 1	≥21 days post dose 1	Received 2 doses	Unvaccinated
	All cases	742	N/A	8	10	69	402	253

Data sources: Emergency care attendance and admissions from ECDS, deaths from PHE daily death data series (deaths within 28 days). NHS trusts are required to submit emergency care attendances by the 21st of each month. As a result, the number of cases with attendances may show substantial increases in technical briefs prepared after the monthly cut-off, compared with other briefs from the same month.

https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/1009243/Technical_Briefing_20.pdf

Aucune loi sur l'immunité gouvernementale ne peut annuler l'action criminelle d'un gouvernement lorsque les dommages collatéraux du lancement d'une fausse mesure d'urgence avec des méthodes aussi draconiennes qui ont enfreint toutes les règles d'éthique et les lois sur la protection de la vie privée, y compris le fait de soumettre les Canadiens à un meurtre par la NÉGLIGENCE des soins de santé et le stress induit injustifié. D'autant plus que les leçons tirées du SRAS montrent clairement que notre gouvernement et la santé publique connaissaient déjà les conséquences de la mesure d'urgence, le saccage de notre économie à grande échelle était prémédité.

Personne ne semblait se soucier de contester la menace et le niveau d'infectivité du coronavirus SRAS-CoV-2. Si quelqu'un avait contesté cela devant les tribunaux, nous ne serions pas confrontés à la perte totale de notre pays et aux vies perdues en tant que dommages collatéraux pour mettre en œuvre le COUP D'ÉTAT DU MONDE "GREAT RESET", et pour être placés sous une injection/vaccination forcée de manipulation de gènes ARNm par la dictature du gouvernement canadien gérée dans le cadre d'une nouvelle gouvernance mondiale par les entreprises,

courtoisie du Forum économique mondial et de l'Organisation mondiale de la santé lancée en 2017 à Dubaï.

Nous vous avons fourni des informations et si vous avez besoin de plus d'informations et êtes prêt à nous aider à sauver ce pays, nous pouvons planifier une réunion à votre plus proche convenance.

Vous trouverez de plus amples informations concernant les "Lettres à David Lametti" sur notre site web. <https://thepowershift.ca>.

Si vous êtes prêt à nous aider à sauver ce pays et nos êtres chers, veuillez communiquer avec moi à **Canadian Peoples Union**, Union pour les droits collectifs politique et civile du peuple Canadien et autochtone, le plus tôt possible. Le temps presse.

Respectueusement et chaleureusement,



Nicole Lebrasseur

nicole@canadianpeoplesunion.com

<https://thepowershift.ca>

Tél : (226) 774-0850

RR2 Ohsweken

N0A 1M0